

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
21 au 27 novembre 1996



10,00 F

Bourgeois, dormez tranquilles le PS vire à gauche !

ILS L'ONT DIT. Ils l'ont fait savoir. Les membres socialistes du Parlement, représentant toutes les tendances, sous-tendances et intérêts particuliers ont opté pour une politique économique de gauche.

Pincez-vous, vous ne rêvez pas. Après le programme commun, l'union de la gauche et ses nationalisations, le passage à 35 heures, annoncé à grand bruit et jamais réalisé, et toutes les autres promesses électorales qui, selon la formule aujourd'hui consacrée, n'engagent que ceux qui les croient, ils ont osé le proclamer : Une fois au pouvoir, ils seront de gauche.

Quinze ans après, de nouveau, ils s'engagent à réduire le temps de travail avec, pour objectif, la création de 700.000 emplois pour les jeunes. Pourquoi les jeunes et pas ceux qui, à cinquante ans, se sont fait débarquer par leur taulier sans connaître le pourquoi du comment, hormis que la décision avait été prise sur la base d'une «gestion saine et optimisée des potentialités humaines dans le cadre d'une meilleure harmonie des ressources», comme ils disent. Allez savoir ! Ou plutôt, ne cherchez plus. Le parti socialiste a compris qu'il fallait ratisser le gogo, le gogo d'électeur. Celui à qui on fait croire que demain on rase gratis parce que, justement, c'est demain. Et que demain n'est pas aujourd'hui !

Les artifices de la campagne électorale commencent à réapparaître. Les partis de la gauche s'apprennent à se refaire un «je t'aime, moi non plus», avec argumentation et verbiage à propos de l'unité toujours indispensable et de la discipline républicaine. Et partage des sièges parlementaires à la clé.

un strapontin pour Krivine

Le petit dernier à vouloir jouer dans cette cour, M. Alain Krivine,

ISSN 0026-9433 - N° 1060

M 2137 - 1060 - 10,00 F



FP 2520

pape autoproclamé de la galaxie trotskiste, affiche ses ambitions ; il entend être présent dans ce marécage. Après avoir soutenu la frange dite de gauche de la hiérarchie catholique et couru les parvis d'églises et de cathédrales pour défendre l'évêque Gaillot, ledit Krivine Alain menace de présenter aux législatives deux cents candidats si... le premier strapontin du troisième rang de la deuxième travée à gauche de la colonne du centre ne lui était pas réservé dans l'hémicycle du Parlement.

Paraîtrait que ses camarades insistent pour qu'il accepte, si nécessaire, le second strapontin. Car, au moins, ils auraient ainsi gagné le droit d'émarger, comme les autres, comme les grands, au budget de l'Etat. Pour faire vivre le parti des travailleurs, lesquels ne savent pas, de toute évidence, qu'ils ont un parti.

l'avoine est fraîche à l'écurie

Oui, le parti des Jospin, Mauroy, Rocard, Cresson, Fabius et compagnie sent l'écurie; l'avoine est fraîche et dégorge des rasières. Attention à l'indigestion après la cure des maigres indemnités et des petits privilèges d'élus locaux, seulement occupés à ratisser le long des préaux d'école et autres asiles pour vieillards. Ils ont besoin de roter le champagne entre eux car, enfin, ils préfèrent la compagnie des laquais de l'appareil d'Etat, qui les pleuraient depuis leur départ, que les mousquetaires de l'amicale des petits commerçants.

Ils oublient que les mêmes pleuraient déjà, lors de leur arrivée en 1981, les rentes perdues du gaullisme.

Les caciques de la social-démocratie bien-pensante – et bénie, comme il se doit, par la fille de l'autre, le Jacques Delors, celui qui a porté sur les fonts baptismaux l'Europe de la monnaie et de la police – n'ont pas à avoir peur. L'incurie actuelle des tenants du pouvoir leur fournira, comme en 1981, le plaisir, l'extase de se voir refler le manche du pouvoir... afin de maîtriser les coûts.

Et, sur ce point, ils savent y faire. Ne seraient-ce pas eux qui ont

rogé sur le coût du travail. Et compressé les salaires avec leurs innovations caritatives du RMI et autres formules d'assistantat ? Pour la plus grande satisfaction du patronat.

Ne seraient-ce pas eux qui, au soir du 15 novembre 1995, ont soutenu le premier ministre dans son plan de casse de la protection sociale ? Par la voix du sieur Evin, celui qui, en qualité de ministre de la Santé, avait fait matraquer les infirmières en grève.

Ne seraient-ce pas eux qui ont déroulé la tapis rouge pour l'Europe du capital et appelé le bon peuple à parapher Maastricht ?

Ne seraient-ce pas eux qui se sont tus en novembre et décembre 1995 quand les salariés envahissaient la rue pour se défendre, de peur d'avoir à dire que Mme Notat appliquait leur programme ? Ne seraient-ce pas eux qui... immigration (circulaire de G. Dufoix et charters de Cresson, etc.) ? Ne seraient-ce pas eux... police (G. Defferre et M. Sapin sur la limitation de la circulation, etc.) ? Ne seraient-ce pas eux qui... armée (accord Henu-Savary sur l'armée à l'école et guerre du Golfe, etc.) ? Ne seraient-ce pas eux qui... école (Jospin-Chevènement pour créer des élites républicaines, etc.) ? Ne seraient-ce pas eux qui... laïcité (recul face à la calotte, accord Lang-Cloupet sur les fonds publics à l'école privée, etc.) ?

Oui, ce sont eux qui nous ont éreintés par leur discours, ensanglantés par leur pouvoir, opprimés par leur veulerie. Seule leur soif du pouvoir et de ses prébendes, qu'ils connaissent aussi bien que les autres, les guide.

Alors qu'ils ne comptent pas sur les anarchistes pour les hisser là où la pensée sociale ne peut que souffler pour les renverser. Qu'ils appellent leurs compères de la gauche réunifiée par les strapontins promis. Mais qu'ils ne soient pas trop surpris, ici comme ailleurs en Europe, que la rue, celle où se rassemblent les manifestations, celle d'où s'élèvent les cris contre l'injustice, leur soit hostile.

Tremblez bourgeois, les socialistes sont en train de perdre la rue !

Jean
groupe de Rouen

● Polynésie :
● Le colonialisme n'est pas
● mort
● page 5

● Timor oriental :
● un génocide aux
● antipodes.
● page 6

● Nique la justice :
● un communiqué de la
● Fédération anarchiste.
● page 7

EDITORIAL

Les pales de l'hélicoptère promènent leurs ombres sur la blancheur himalayenne alors que des porte-voix s'écoule une petite musique inédite en ces lieux : « Monsieur le Procureur, où êtes vous ? Votre présence est requise à Paris pour éviter que l'on accable Madame Tibéri. » Songez un peu, vous que l'imminence d'un procès projette dans l'angoisse, au précédent que cette balade montagnarde a créé. Inculpés de France, pour une fois que vous avez une raison de vous réjouir, ne la laissez pas passer et imposez que les cieus de la planète s'émaillent de cigognes métalliques, porteuses de joufflus fonctionnaires accourant à votre rescousse... et, demain peut-être, il vous sera accordé de partir en croisière sur un transatlantique aux indécomposables étoiles, à la recherche du Livingstone salvateur de votre liberté menacée.

A l'antar de l'hilarité provoquée par cette anecdote, nous déplorerons qu'un magistrat de Toulon se soit laissé aller à commettre une jurisprudence qui cloue au pilori la liberté artistique, en condamnant deux chanteurs de rap à la fermer pendant six mois. Puisque ce « Suprême Nervi Toulonnais de la Magistrature » ne semble pas goûter aux arts lyriques, il ne vous en voudra pas de commenter sa décision d'injustice – tout en nous réservant la possibilité d'y revenir ultérieurement – d'un silence consterné : « ... »

Rencontre avec Charlie Bauer

Un incessant combat contre l'exclusion et la censure

Charlie Bauer a passé plus de vingt ans de sa vie en prison. Le gamin qui jouait dans les quartiers les plus pauvres de Marseille était devenu en grandissant un adepte de la reprise individuelle... à main armée. Cette « délinquance » doublée d'une conscience politique déjà très forte, la société lui a fait payé très cher. « Éliminez-le à jamais !... » clame alors un procureur qui savait défendre sa classe sociale. Cet itinéraire, ces vingt ans de jeunesse et ces vingt ans à l'ombre, Charlie Bauer l'a raconté en 1990 dans « Fractures d'une vie »*

Charlie Bauer est aujourd'hui un être libre même si l'enfer carcéral le hante encore trop souvent. En prison, Charlie Bauer est devenu sociologue et ce savoir est désormais une de ses armes. Régulièrement, il intervient ici ou là pour dénoncer l'intolérable et dire l'absolue nécessité de l'insoumission. Toujours du côté de ceux qui luttent. Toujours debout pour revendiquer la dignité de l'être humain. « Tes Himalayas sont dans ta tête. Grimpe !... Tu as raison, pense, gravis, redresse-toi... », affirme-t-il.

Libertaire de cœur et d'esprit, Charlie Bauer sera le vendredi 29 novembre l'invité de nos camarades du groupe Proudhon de Besançon. En prélude à cette rencontre, Charlie Bauer s'exprime cette semaine dans *Le Monde libertaire*.

ML : Charlie, tu as passé plus de vingt ans de ta vie en prison. Toute une période que tu as racontée, il y a six ans dans ton livre. Aujourd'hui, ce sont des choses dont tu parles moins. Tu préfères maintenant intervenir sur un des thèmes sur lesquels tu as aussi beaucoup à dire : celui de la censure.

Charlie Bauer : Il y a six ans de cela, le bouquin sur mon histoire, une histoire sociale, était édité et je me suis servi de cette histoire pour intervenir auprès du social et non pas pour faire la grande révélation ou pour faire l'histoire du pauvre sacrifiant qui a vécu des histoires assez douloureuses. Non, je n'interpellais donc pas la sensibilité. J'essayais d'interpeller la raison, une raison sociale, j'essayais de participer à ce que j'appelle une intelligence sociale. C'est ce que nous faisons depuis la nuit des temps, je crois, depuis le temps où nous marchions à quatre pattes. A savoir que les uns et les autres, nous participons à l'évolution de chacun, l'évolution en soi aussi, puis l'évolution de chacun, c'est-à-dire essayer de communiquer avec l'autre pour faire qu'ensemble on essaye d'évoluer. J'ai une formation de sociologue et je fais de la sociologie de terrain ou

sociologie de proximité, comme on voudra. Le livre « Fracture d'une vie » n'a pas été une période, et aujourd'hui, une autre période, non, il y a toujours une continuité. Donc voilà, je traite des sujets tels que l'exclusion, la censure au sens très large et très particulier du terme et j'essaie aussi de traiter des divers rapports de domination, de l'ignorance également.

Q : La censure, c'est quoi ? Quelle est la définition que tu peux en donner ?

R : Eh bien ! la censure est associée à un rapport de domination. C'est-à-dire quelqu'un qui s'arroge le pouvoir de dominer l'autre, soit par la force physique, soit par la force tactique, la force... le pouvoir, le savoir, dirais-je également, que l'on impose à l'autre.

Q : Je voudrais revenir un tout petit peu sur la prison. L'Observatoire international des prisons vient de publier un rapport qui affirme notamment qu'en prison la sexualité est niée et l'intimité violée, et cet observatoire a décidé de lancer une campagne pour la reconnaissance du droit à l'intimité en prison. Est-ce que la prison est la censure ultime, raffinée et en

quelque sorte la négation de tout ce qu'il y a d'humanité dans l'être humain ?

R : Absolument. La prison, en ce qu'elle est, par son fonctionnement, c'est la négation de la dimension humaine et *a fortiori* donc de la dimension sociale. Et sur cet aspect, celui des affects et donc de la sexualité, de la sexualité plutôt, il n'y a bien évidemment aucune vie sexuelle. Certains traduisent ça par une propension façon cinéma X à penser qu'en prison, l'homosexualité se développe et donc ils font avec. Ce qui, à mon avis, est totalement faux par le machisme que nous vivons dans la société française. Il se trouve qu'en prison, dans le périmètre carcéral, tout est délié. Eh bien ! ce machisme-là est délié tout autant. A savoir, je ne dirais pas qu'il n'y a pas du tout mais plutôt qu'il n'y a guère de rapports sexuels avec l'autre, bien au contraire. Il y a un rapport très factioiste par rapport à l'autre et un rapport de domination, voilà ! Donc, négation de la dimension humaine, néantisation de la dimension humaine dans son essentialité à s'exprimer, c'est-à-dire l'affection et la sensibilité. Il n'y a plus de sensibilité dont... Comment dire?... Il y a une zombimanie de l'individu placé en espace carcéral. Il n'existe absolument plus, c'est la négation totale, il n'existe plus par rapport à ce qui nous fait être, par tout ce qui participe à notre individu, à nos comportements dans la quotidienneté sociale. Là, en l'occurrence, ça va au-delà de la sanction, c'est la négation totale de l'individu. Ce n'est pas la sanction de la faute, c'est la négation de l'individu lui-même et non pas seulement de la faute.

Q : Deux des thèmes que tu abordes aussi dans tes interventions publiques, ce sont les problèmes des banlieues et de la pauvreté, ce que certains ont baptisé la « fracture sociale ». Est-ce que l'exclusion est aussi une forme de censure sociale ?

R : Oui, c'est ce que je pense. C'est une censure sociale étant donné qu'il n'y a plus de référents sociaux. Ce qu'on observe dans les banlieues depuis quelques années, et qui le deviendra davantage encore dans les temps à venir, qu'il n'y a plus de référents historiques, plus de référents familiaux, plus de référents sociaux... Toutes les valeurs sont chamboulées et niées par des nécessités politiques. Ce qui fait que nous vivons aujourd'hui et davantage demain dans une société où aura le droit d'exister une certaine élite et les autres seront les laissés-pour-compte, les exclus, les censurés d'une société inventée et organisée, épanouissante et harmonisante uniquement pour une certaine classe. C'est le principe de Malthus : « Au banquet de l'humanité, tout le monde ne sera pas admis. » Ça, c'est absolument évident.

Q : Quelles sont les répliques qu'on peut appliquer contre la censure ?

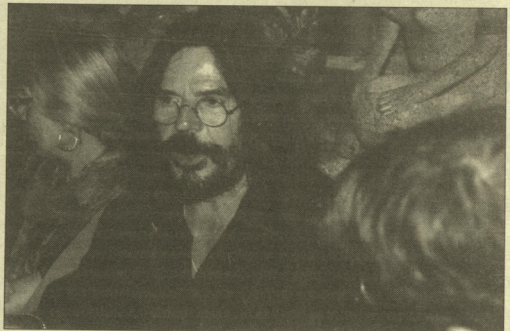
R : Moi, mon travail consiste à trouver les ripostes. Je crois qu'on peut parler de ripostes. Je crois que c'est par une information différente de celle qui est façonnée, tronquée, manipulée par les médias, par l'appareil d'État, par le pouvoir de cette oligarchie qui nous domine. Je crois qu'il faut essayer de traduire certaines informations, de les communiquer à l'autre et, dès l'instant où tu détiens cette information, tu es responsable. Cette responsabilité là, je crois que si tu la traduis par des choix et bien ça s'appelle la liberté, du moins certains aspects de la liberté. Je crois qu'il est très important de combattre notre ignorance qui est un enfermement, qui est une exclusion considérable. Et cette ignorance, la combattre ce n'est pas sur un seul rapport didactique, par un effet d'école, etc. c'est par un effet de communication entre les individus. Donc, au-delà des CD-

Q : A la fin de ton livre, tu écrivais : « Je sais que l'on ne sort jamais vraiment de prison après y avoir tant vécu. On sort avec la prison. J'ai aujourd'hui les armes et les clefs de ce savoir et j'ai tant besoin d'apprendre encore ». Et il y a cette autre phrase inscrite à une autre page : « Le bonheur, c'est un hold-up permanent ». Le combat n'est donc pas terminé ?

R : Pas du tout, non ! Les armes sont différentes mais le combat continue. Il ne s'est jamais arrêté depuis que je suis conscient du combat...

Q : Et ça passe par le savoir et par l'apprentissage toujours ?

R : Oui absolument. Par le savoir qui doit nous activer à connaître, à comprendre et à vouloir apprendre. Le savoir doit nous servir à apprendre, tout simplement. Sur un plan didactique, je m'en réfère quelquefois à Kafka qui disait : « Les



Rom et autres Internet - c'est intéressant bien évidemment - mais au-delà et très au-delà, nous devons chacun et le plus grand nombre - c'est-à-dire, en étant optimiste tous - participer à cette communication entre les individus. Alors ça paraît très œcuménique comme truc mais si c'est un œcuménisme, disons que c'est une traduction latine, « religare », c'est-à-dire « relier les individus entre... » Foin donc de toutes les démarches boy-scoutistes ou bien grand prédateur sur une nouvelle religion. J'insiste bien sur l'aspect latin de religion, « religare », relier entre eux... Je crois que ce sera notre force.

Q : C'est vrai qu'on nous dit qu'on est dans une société de communication un peu extrême, où on parle Internet et communication au niveau mondial, et en même temps, dans une société qui finalement communique de moins en moins et où les gens sont de plus en plus repliés sur eux-mêmes devant leur téléviseur.

R : Oui, c'est exactement ça et nous pourrions en débattre pendant très longtemps. L'idée reçue dit que nous sommes surinformés... Ça part dans tous les sens, c'est récupéré par 3615 machin... Il se trouve que nous devons aller au-delà, connaître les méfaits de cette désinformation qui produit des 20 % pour un certain Jean-Marie.

livres doivent être des haches dans la mer de glace de notre esprit ». Je trouve ça superbe. Et donc, je crois que c'est le savoir qui fait l'évolution de l'individu, et des individus et de l'humanité en général.

Q : On sait ce qu'est un « projet d'évasion » pour un taulard. Pour un homme qui vit en dehors de ces murs sinistres et dans une prétendue liberté, qu'est-ce que ça veut dire ? C'est croire qu'un autre futur est possible ?

R : Je crois oui. On a toujours besoin dans notre démarche dans l'existence de connaître autre chose et je crois qu'effectivement le bonheur est toujours ailleurs. On a toujours ce besoin de vouloir s'évader de la contrainte parce que la vie est contraignante. On a toujours besoin d'un ailleurs et c'est ce qui fait d'ailleurs l'originalité de l'individu.

Propos recueillis par Pascal Didier.

* Fractures d'une vie. Éditions du Seuil. En vente à la librairie du Monde libertaire. 49 F.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

le monde libertaire Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Santé des femmes : à quel prix ?

LA CROISADE ANTI-AVORTEMENT se poursuit inlassablement. Le 10 octobre dernier, une proposition de loi supprimant le remboursement de l'avortement non thérapeutique était distribuée par Gilbert Gantier (1), député CNI de Paris. C'est, bien sûr, la énième fois que des députés déposent pareil texte.

Mais étonnant que cette proposition fut rédigée et tenue secrète depuis mars 1996. Rappelons-nous qu'au printemps se discutait l'amendement Boutin-Beaumont visant à autoriser les associations en « défense de la vie » à se constituer partie civile contre celles et ceux qui « inciteraient » à l'avortement : amendement repoussé alors et belle giflette au duo réactionnaire. Aussi valait-il mieux attendre des heures plus tranquilles. Et pourquoi pas profiter de l'ouverture du débat budgétaire et de l'examen de la première loi de financement de la Sécurité sociale. Proposer le déremboursement au nom des nécessaires restrictions des dépenses sociales sans s'acquiescer avec les croisés de l'ordre moral (2), opposés à tout avortement comme à toute contraception : n'est-ce pas plus astucieux pour obtenir le déremboursement mais cela ne procède-t-il pas de la même volonté que celle qui consiste à interdire l'avortement? En effet, interdit ou pas, remboursé ou non, l'avortement a toujours été accessible aux couches sociales favorisées. Par contre, c'est la légalisation en 1975 (même restrictive) puis le remboursement en 1982, qui ont permis aux femmes d'avoir un véritable choix. Finis les décès et les stérilités consécutifs à des avortements pratiqués dans les pires conditions sanitaires et médicales. Terminés ou presque, les trafics financiers. Presque parce qu'aujourd'hui, il reste à dénoncer l'obligation de payer en espèces une IVG au tarif majoré si elle est réalisée dans un établissement privé.

Qu'Hervé Gaynard, secrétaire d'État à la Santé, rassure quant au maintien du remboursement, quelques semaines plus tard, ne doit pas faire baisser notre vigilance mili-

tante. Les opposants n'ont et n'auront de cesse de recommencer pareille offensive.

Il n'est qu'à voir les deux actions commandos anti-IVG organisées récemment : à Reims, le 27 septembre, juste après la venue du pape, et à Toulouse le 19 octobre, à la clinique Sarrus-Teinturier.

D'une manière générale, la santé des femmes apparaît, pour certains,

fois tous les trois ans », et qu'« il n'y a pas lieu, lors du dépistage individuel concernant les femmes asymptomatiques dont l'examen clinique est normal, sans pathologie bénigne du sein connue et suivie, en l'absence d'orientation fournie par la mammographie, d'associer à celle-ci une échographie systématique. Il n'y a pas lieu, chez une patiente asymptomatique, même si elle présente

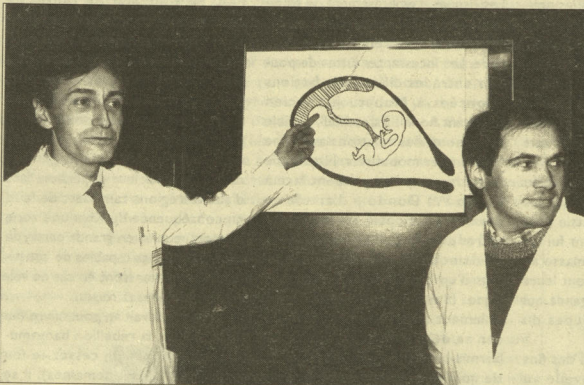
effet, 90 % des cas sont favorisés par la présence d'un virus dépisté facilement lors d'un frottis. Il suffit alors de proposer un traitement simple, local, sans atteinte de l'intégrité de l'utérus (3).

En outre, Hervé Gaynard, contre l'avis du Conseil national consultatif d'éthique, refuse d'étendre à toutes les femmes, le remboursement de l'amniocentèse. Seules les femmes de plus de 38 ans peuvent y prétendre. Cette technique de dépistage permet de révéler les risques de trisomie; or, plus de 750 bébés trisomiques naissent chaque année de mères âgées de moins de 38 ans (4). En confiant à Jean-François Mattéi, qui partage ses convictions idéologiques, une mission de réflexion sur cette question, Gaynard annonce quelle en sera la conclusion, d'autant qu'au même moment, au Conseil national consultatif d'éthique,

vient d'être nommé par le président de la République, Denys Pellerin (5) : refuser la prise en charge financière de l'amniocentèse (6), c'est imposer aux femmes de mener à terme leur grossesse sans pouvoir opter en toute connaissance pour un avortement thérapeutique. Ces exemples ne sont-ils pas éloquentes pour prouver que restric-

tions budgétaires et ordre moral vont de pair afin de limiter toute expression des droits des femmes, y compris celui du droit à la santé. Il est indispensable que femmes et professionnels de santé se mobilisent pour exiger une politique de recherche, de prévention et d'information avec un remboursement des actes et examens médicaux.

Hélène Hernandez
groupe Pierre Besnard



de peu d'importance et sans risque majeur, et on pourrait supprimer le remboursement de certains actes ou examens. Nous avons maintes fois dénoncé le non-remboursement de certaines pilules contraceptives, il nous faut dire pour agir que l'accès à la prévention et au dépistage se restreint pour les femmes notamment en ce qui concerne le cancer du col de l'utérus et le cancer du sein.

Ainsi les références médicales opposables (RMO) imposent dorénavant aux médecins le rythme auquel ils peuvent pratiquer un frottis ou une mammographie, sous peine de sanction et de non-remboursement pour les patientes. Dans le Guide des RMO 1995, nous retrouvons qu'« il n'y a pas lieu, dans le cadre du dépistage du cancer du col, une fois les deux premiers frottis réalisés, à un an d'intervalle, de répéter un frottis réalisé dans des conditions techniques suffisantes, plus d'une

des facteurs de risque de cancer du sein, de répéter une mammographie qui s'est révélée normale, plus d'une fois par an ».

Au même moment que se mettent en place ces restrictions, aucune campagne de dépistage et d'information sur les facteurs de risque n'a été réalisée en direction des femmes.

Pourtant, il est connu qu'aux États-Unis la mortalité par cancer du col a chuté de 70 % entre 1947 et 1984, coïncidant avec l'introduction des programmes de dépistage de masse. De même, en Finlande, le dépistage sur l'ensemble des femmes a permis de diminuer le nombre de cancers du col à 5 pour 100 000 contre 15 à 20 pour 100 000 en France. Tout simplement parce qu'en France seulement 60 % des femmes s'astreignent à une surveillance. Un dépistage généralisé pourrait permettre de réduire et le nombre de cancers du col de l'utérus et leur gravité. En

Chronique de l'immigration

Voilà, c'est ça le droit du sang! Pour établir la filiation de ce petit garçon qui vient de naître, on remonte à la quatrième génération, comme l'indique ce certificat de nationalité établi par la mairie du XIX^e. Ce sont les arrière-grands-parents du petit Willy Stéphane qui apportent la preuve que celui-ci est bien français. Une certaine Marthe et un certain Pierre qui a vu le jour dans les Landes en l'année 1904. Et que se serait-il passé si l'on avait découvert que le fameux Pierre s'appelait en réalité Pedro et qu'il était un immigré espagnol? Son arrière-petit-fils, né quatre-vingt-dix ans plus tard, se verrait refuser son certificat de nationalité! Puisque Stéphane est né en France d'un père qui est lui-même français, pourquoi pousser plus loin la recherche de la filiation? Si l'on remonte jusqu'à la quatrième génération, alors pourquoi s'arrêter en si bon chemin? On peut aller jusqu'à Clovis... Comment peut-on s'imaginer qu'il y a un sang français, suisse, luxembourgeois ou un sang juif?

Les citoyens d'un pays sont ceux qui y sont nés, qui y vivent et qui participent à sa vie économique et sociale. Il n'y a pas d'autre définition à donner de la nationalité.

Aujourd'hui, il y a des gens qui sont nés en France, qui ont vécu toute leur vie en France et qui, parce qu'ils ont perdu leur carte d'identité, doivent fournir, pour en obtenir une autre, les extraits de naissance de leurs grands-parents. Je connais quelqu'un qui s'est retrouvé SDF à cinquante ans à cause d'une histoire comme ça. Plus de boulot, plus d'appartement. En perdant ses papiers, il avait tout perdu.

Il faut arrêter le délire. A l'aube du XIX^e siècle, alors qu'un avion survole la Terre en quelques heures, alors que l'information en un instant circule partout dans le monde, alors qu'Internet permet la communication de tous avec chacun, il est d'un ridicule achevé de voir l'identité nationale se renforcer, les frontières se multiplier et devenir infranchissables. De quoi avons-nous peur? Peur de perdre notre spécificité dans une mondialisation qui nous dépasse et qui se réalise malgré nous? Ou bien est-ce la peur du riche qui ferme à clef sa porte pour empêcher le pauvre d'entrer et qui vit l'angoisse d'un avare qui craint à tout instant l'effraction. Dans l'état de confusion extrême où nous nous trouvons, elles s'ajoutent et se superposent, la peur d'être volés, la peur d'être violés...

Claude

En bref

■ Le n° 25 de l'Encre noire vient de paraître. L'Encre noire est une revue J. R. Caussimon de la FA (Nancy) ainsi que des sympathisants. Il est disponible contre trois timbres à 3 F en écrivant au CAES, 76, rue Léonard Boursier, 54000 Nancy.

■ Le groupe Pierre Besnard vend le Monde libertaire tous les dimanches de 10 h 30 à 12 heures sur le marché de la place des Fêtes, 19^e.

■ Libertad et la CNT-PP co-éditent « La colonne de fer - Espagne 36 ». Il s'agit d'un ouvrage format 21x15 d'environ 300 pages enrichi de photos et de documents inédits sur les membres de la colonne.

La parution est prévue pour fin 1996. On peut souscrire au prix de 60 F au lieu de 70 F. Libertad, 21, rue de l'Argonne, 94400 Vitry-sur-Seine.

■ Une liaison FA vient de se créer à Morlaix. Son adresse : Fédération anarchiste c/o CEL, B.P. 728 29277 Brest cedex.

■ Le collectif libertaire de Toulon a une page sur internet : <http://www.worldnet.fr/~jfr>. Adresse e mail : jfr@worldnet.fr.

On peut aussi contacter les militants de la FA et ceux du réseau No pasaran de Toulon.

■ La rédaction salue la naissance du petit Simon.

Le conflit dans l'Est zaïrois

C’EST BEAUCOUP d’observateurs craignent est en train de se réaliser. Depuis plus de deux mois, au Kivu (région qui fait frontière avec le Rwanda et le Burundi), un conflit armé oppose de jeunes Banyamulengues et Banyanwandas d’origine tutsi à l’armée zaïroise, rejetant sur les routes des centaines de milliers de réfugiés hutus ayant fui le Rwanda dans le sillage de l’armée française en 1994.

Les causes du conflit

La cause principale de ces violences est liée à la présence au Kivu de plusieurs camps de réfugiés hutus. Ce million de personnes vit dans des conditions très difficiles, mais refuse de reprendre le chemin du retour bien que la situation au Rwanda se soit pacifiée (normalement, leur rapatriement forcé aurait dû être bouclé le 31 décembre dernier). A cela deux raisons principales :

- les camps de réfugiés sont contrôlés par les anciennes Forces armées rwandaises (FAR) et les milices racistes hutues (interahawe) qui s’en servent comme base de recrutement et de réarmement. Il est vital pour elles à la fois de préparer la reconquête militaire et politique du Rwanda et de faire croire à la communauté internationale que le nouveau pouvoir à Kigali est, à l’instar de son homologue burundais, totalement voué aux intérêts tutsis.
- de nombreux réfugiés ont participé directement (en tuant, en étant obligé de tuer) ou indirectement (en laissant tuer) au génocide des Tutsis et des opposants Hutus en 1994.

Pour beaucoup, le retour au Rwanda signifie risque d’emprisonnement et de condamnation et non certitude de retrouver sa terre et sa maison. Dans cette région du Kivu, certains se plaisent à réalimenter les conflits ethniques et l’antagonisme Hutus-Tutsis. Les génocides ont décidé de faire de cette zone une sorte de hutuland, leur permettant de mener des raids au Rwanda et de revenir se protéger au Zaïre ; parallèlement le pouvoir zaïrois a multiplié les provocations à l’égard de la population Banyamulenge, qualifiée de non nationale et donc censée rejoindre leur « pays d’origine » comme les réfugiés hutus ! Ces discours et dispositions xénophobes, cette « éuration ethnique », ne pouvait qu’effrayer les Banyamulengues, installés pacifiquement dans le sud du Kivu depuis des lustres ainsi que les Banyanwandas d’origine tutsi (installés au nord du Kivu) ayant fui les précédents massacres de masse au Rwanda depuis 1959 (ce sont leurs « frères » réfugiés en Ouganda qui forment le gros des troupes du FPR). L’utilisation de l’ethnicité à des fins politiques n’est pas nouvelle au Zaïre. Il y a deux ans, Mobutu attisa le feu en jetant l’opprobre sur les Kasais, accusés de tous les maux, afin d’affaiblir Etienne Tshisekedi, leader de l’opposition. Aujourd’hui, c’est au tour des Zaïrois d’origine tutsi de faire les frais des jeux politiques en cours : ironie de l’histoire, Kengo Wa Dondo, le Premier ministre qui en appelle au sursaut national face à l’agression étrangère, subit les attaques de ses adversaires politiques au motif qu’il est « à 25 %

tutsi » ! Pour couronner le tout de nouveau, un léger vent séparatiste renaît dans la riche et voisine province du Katanga (quatre mouvements indépendantistes katangais ont créé dernièrement l’Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre).

Le rapport de force en présence

Les risques d’embrasement de toute l’Afrique centrale sont réels. L’État zaïrois est en pleine débâcle. Les incessantes luttes de pouvoir entre les différentes factions opposées à Mobutu – l’ancien opposant honni, Tshisekedi, semble avoir noué des relations avec une fraction des mobutistes, histoire de se reclasser politiquement face à Kengo Wa Dondo –, l’art de ce dernier de coopter les uns et les autres afin de freiner le processus de démocratisation ont dégouté plus d’un Zaïrois de la chose politique ; la situation économique est tellement catastrophique que chacun se débrouille pour survivre, hormis bien sûr la haute bourgeoisie qui continue à piller consciencieusement ce qui reste à piller ; quant à l’armée, qui n’a plus de quoi payer ses troupes, elle les laisse rançonner la population et piller les villages. Bref, le géant de l’Afrique n’en finit plus de s’enfoncer dans la banqueroute. Dans ce contexte, on comprend mieux pourquoi le gouvernement de Kinshasa a annoncé dernièrement le « renvoi forcé et progressif de tous les réfugiés rwandais et burundais campés sur son territoire » :

militairement, le Zaïre aurait bien du mal à faire face aux armées burundaise et rwandaise ! Le pouvoir rwandais a toujours rejeté toute implication dans le conflit. Or il est certain que la plupart des miliciens banyamulengues ont été formés par des militaires du FPR depuis le début des années 90, et que ce sont ces miliciens qui mènent des raids dans les camps de réfugiés tenus par les anciennes FAR. En tout état de cause, ce conflit, s’il devait en rester là, permettrait au gouvernement rwandais de montrer clairement au gouvernement zaïrois qu’il a les moyens de s’opposer à lui militairement ; de régler le problème des réfugiés : soit par leur retour au pays (avec arrestation à la clé de certains génocides), soit par leur dispersion dans d’autres régions zaïroises ; de faire en conséquence du Kivu une zone tampon peuplée en grande partie de Banyamulengues capables de constituer un premier front en cas de velléités guerrières zaïroises.

Si le conflit devait se poursuivre (au 6 novembre, la rébellion banyamulenge a annoncé un cessez-le-feu unilatéral de trois semaines), il se pourrait alors que l’État rwandais annexe tout simplement le Kivu ! Le président Bizimungu l’a laissé entendre très clairement : « Si le Zaïre veut renvoyer les Banyamulengues (au Rwanda) qu’il nous rende aussi leurs terres. » C’est un avertissement clair qui, si ce transfert de territoire venait à se réaliser, serait la première révision des frontières héritées de la colonisation. Cette annexion, en outre, aurait l’intérêt de permettre à chaque Rwandais de cultiver une terre rendue rare du fait de la pression démographique.

Pour mener à bien cette stratégie, le pouvoir rwandais peut compter sur son encombrant homologue burundais. Car si le premier se veut porteur d’un message démocratique, progressiste et non ethniste (voir à ce sujet le livre de François Misser, *Vers un nouveau Rwanda – entretiens avec Paul Kagame*, Karthala, 1996), le second est issu d’un énième coup d’État militaire qui a porté au pouvoir Pierre Buyoya, ancien président « modéré » entre 1987 et 1993. Depuis trois ans, le Burundi vit au rythme des affrontements entre des groupes armés hutus et l’armée régulière. De plus, depuis deux mois, il est soumis à un blocus total de la part de ses voisins (Kenya, Tanzanie, Zaïre, Rwanda). Reste que, si le pouvoir burundais paraît étrangement silencieux depuis le début du conflit, conséquence de sa disgrâce, il fera certainement entendre sa voix en cherchant protection auprès du Rwanda et du puissant Ouganda le moment venu.

L’embarras français

La position du gouvernement français dans cette affaire est très difficile. Son soutien jusqu’au dernier jour à la dictature rwandaise, son refus de lâcher définitivement Mobutu, la façon dont elle a organisé l’opération Turquoise (le

masque humanitaire servant de couverture à l’évacuation de l’appareil politico-militaire rwandais) l’ont disqualifié auprès de la communauté internationale. Personne n’a franchement apprécié les arguties françaises à l’ONU à propos de la notion de génocide (le gouvernement français s’ingéniant à faire croire à un double génocide, histoire de dédouaner les uns et d’accabler les autres). Depuis, elle n’a eu de cesse d’isoler le gouvernement rwandais au sein de l’Union européenne ou de la Banque mondiale pour ce qui concerne l’aide financière. Depuis le début, sa tactique est simple : obliger le gouvernement de Kigali à partager le pouvoir avec une fraction des Hutus et empêcher la consolidation d’un Tutsiland (Ouganda, Rwanda, Burundi) anglophile mordant son pré carré (ce que les africanistes appellent le « syndrome de Fachoda »), ce qui ne peut que réjouir son lobby militaire-africain, désireux d’en découdre de nouveau avec le FPR.

Les tergiversations de la communauté internationale ont des causes multiples touchant aux finances (on parle d’un demi-milliard de francs) comme au politique. Les Américains, échaudés par leur escapade ubuesque en Somalie et sans réelle politique africaine (sinon celle de s’appuyer constamment sur Mandela), voient avec ravissement l’État français s’évertuer à sauver les meubles. Pour l’heure, et conscient qu’une nouvelle intervention française dans cette zone serait (à juste titre) perçue comme une offensive néocoloniale, Chirac et Juppé cherchent à s’assurer des soutiens « neutres » : l’Espagne de Aznar a acquiescé ; le Sénégal s’est empressé de s’en prendre à l’État rwandais (« La communauté internationale souffre encore de son complexe de culpabilité vis-à-vis du régime qui a subi le génocide de 1994 » a-t-il déclaré) ; la Grande-Bretagne s’est alignée comme d’habitude sur la position « wait and see » américaine. Reste qu’une intervention internationale semble inévitable, sous une forme ou une autre (organisation de couloirs humanitaires, force d’interposition ou envoi de médiateurs chargés de contrôler le retour des réfugiés), avec ou sans les Américains.

Ce conflit illustre significativement la difficulté que rencontre l’État français pour se maintenir en position de force en Afrique. Incapable de soutenir financièrement ses anciennes colonies, il a, en liquidant la zone CFA, ouvert son pré carré à la concurrence internationale ; politiquement, il a perdu le Rwanda (mais également le Burundi, puisqu’il se mit à soutenir le pouvoir élu en 1993, éliminé par un coup d’État récent), assiste à la montée en puissance du géant sud-africain et doit faire face aujourd’hui aux risques d’implosion du Zaïre. Or a-t-il les moyens de préserver ces zones de clientèle ? Rien n’est moins sûr...

Kitu Patxi (Cercle Bakounine)
11 novembre 1996

La Guyane en ébullition

Nous présentons à nos lecteurs, cette semaine, un bref témoignage de compagnes, résidant en Guyane, à propos de l’évolution du mouvement qui agit en ce moment le dernier vestige de l’empire français en Amérique continentale. La provocation policière dont elle font état contredit quelque peu les informations que nous avons reçues des médias officiels.

La Guyane, ultime colonie française de l’Amérique du Sud, subit de plein fouet le diktat de l’État. Commencé par l’expression des légitimes revendications des lycéens de Guyane, inquiets de leur avenir dans une société présentée comme une vitrine de l’Europe, avec des problèmes de sous-développement équivalents à ceux de nos proches voisins (sous-emploi, précarité, logement, sous-équipement médical, sous-équipement éducatif, drogue, délinquance), le mouvement de protestation s’est heurté à la plus violente des répressions.

Une provocation

Le préfet – représentant de l’État colonialiste français – a fait charger ses troupes, alors que rien ne le justifiait, contre les lycéens et les collégiens, s’en prenant tant à leurs propres personnes qu’à leurs maigres possessions (vélos, boosters, etc.). Ce personnage a délibérément provoqué une émeute, étincelle qui a fait exploser la poudrière sociale qu’est actuellement la Guyane.

Avec environ 140.000 habitants et une population active d’à peu près 60.000 personnes, le taux de chômage est de plus de 30 % avec 9.000 Rmistés et 50.000 enfants scolarisés dans des conditions infâmes. Ainsi, à l’école primaire d’Apatou, la cantine scolaire a lieu à même le sol... Après huit jours d’insurrection et le ralliement de la population indignée,

force est de constater que les Guyanais ont été abandonnés par toutes leurs instances politiques élues, toutes collaboratrices de l’État français sous des formes diverses. Le mouvement syndical, quant à lui, s’est caractérisé par un mutisme total, à l’exception de la FSU qui s’est positionnée comme briseur de grève. Seule l’Union des travailleurs guyanais (UTG) a appelé à une grève générale et à une manifestation, le 13 novembre, en soutien à la jeunesse, mobilisant près de 7.000 personnes à Cayenne. Reporté à l’échelle de la région parisienne, cela équivaldrait à deux millions de manifestants dans la rue.

La première réponse de l’État est actuellement d’organiser un complot contre les radios libres qui ont relayé la véritable information. Une radio syndicale fut ainsi l’objet de tentatives de casse et de menaces de mort, avec une accusation de complicité formulée par le préfet, reprise par un député lors de la séance des questions orales à l’Assemblée nationale.

A ce jour, le nombre des arrestations s’élève à vingt, et sept inculpés ont été condamnés à de la prison ferme.

Alors que la France dénonce la récupération des revendications de la jeunesse par des groupuscules indépendantistes, nous déclarons que l’État tente, par diverses manœuvres, d’instaurer un climat social explosif afin de justifier ses projets de changement de statut. Situation imposée par le Parlement européen et qui doit être bouclé en décembre 1996, à Dublin.

Ce changement de statut est réclamé depuis de nombreuses années par le pouvoir capitaliste local ; il a commencé par l’instauration de zones franches dans lesquelles une main-d’œuvre à bon marché est exploitée sans avoir la possibilité de s’organiser pour lutter contre le patronat. Aujourd’hui, le capitalisme voudrait bien voir bradé le statut d’autonomie local.

Sylvie et Catherine

Nous co...
série d'...
Fédérat...
personn...
sont de...
militent...
parlent...
corrupti...

M.L. : L...
vue de F...
souvent...
nous tra...
Roland...
ici par la...
morts ; le...
contre l'...
l'époque...
Pomaré...
tage sur...
Polynésie...
n'ont pas...
toujours...
les soi-di...
aucun po...
Paris et l...
quement...
sion depu...
parle du...
d'argent...
plus de t...
nésienn...
parle du...
celui-ci a...
amélioré...
un ma...
Flosse, f...
droite R...
maîtres q...
de pouvo...
paraison...
France pa...
tion, ma...
contrôle...
une ou de...
pour le sy...
nières dev...
Annie : e...
pouvoirs...
pouvoirs...
qui flatte...
fondamen...
la France...
lement av...
aller au tr...
nouveau...
Roland :...
struction d...
penser. Au...

• 115 ille...
• 215.00...
princip...
• 51 % d...
• deux l...
• un ter...
d'auto...
• une as...
choisit...
• un hau...
• me m...
• pas d'...
très lo...
• une éc...
ou ent...
surto...
vanille

C'est loin la polynésie ?

Nous commençons cette semaine la publication d'une série d'interviews réalisées par deux compagnons de la Fédération anarchiste en voyage en Polynésie. Les personnes qui ont accepté de répondre à leurs questions sont deux syndicalistes, Annie et Roland, qui vivent et militent à Tahiti. Dans une première partie, ils nous parlent de la conquête des îles par les Européens et de la corruption.

M.L. : La Polynésie, Territoire d'Outre Mer, semble bien loin vue de France. Représentée comme un paradis, on s'imagine souvent mal les dégâts créés par le colonialisme. Pouvez-vous nous tracer un historique de cette colonisation ?

Roland : On oublie souvent que le colonialisme s'est installé ici par la force des armes; il y a eu beaucoup de guerres et de morts; les Polynésiens ont quand même essayé de se protéger contre l'invasion armée des forces coloniales. La France, à l'époque, a acheté de façon déguisée, la famille royale des Pomararé qui était les dirigeants d'alors. Elle a exercé un chantage sur la Reine Pomararé qui a dû signer l'annexion de la Polynésie. Je pense que les méthodes utilisées par la France n'ont pas beaucoup changé; aujourd'hui, par exemple, c'est toujours une forme de chantage qui s'exerce en Polynésie et les soi-disant responsables des marionnettes qui n'ont aucun pouvoir. Les grandes décisions politiques sont prises à Paris et l'on peut dire qu'économiquement la Polynésie vit sous perfusion depuis plusieurs années. Si l'on parle du nucléaire, malgré la manne d'argent qui a été déversée depuis plus de trente ans, l'économie polynésienne ne tient pas debout. Si l'on parle du statut on peut indiquer que celui-ci a été dernièrement soi-disant amélioré, changé, mais en fait il y a eu un marché conclu entre Gaston Flosse, fidèle représentant de la droite RPR en Polynésie, et ses maîtres qui lui ont donné un peu plus de pouvoir. On peut faire une comparaison avec les pays africains où la France parle de soi-disant émancipation, mais en fin de compte elle contrôle tout et donne le pouvoir à une ou deux personnes de confiance pour le système colonial et ces dernières deviennent des dictateurs.

Annie : On a donné davantage de pouvoirs à un seul homme, mais des pouvoirs superficiels, honorifiques qui flattent son ego. Les pouvoirs fondamentaux ont été rétrocedés à la France. Certains pouvoirs que la Polynésie pouvait éventuellement avoir avec l'autonomie interne étaient flous, il fallait aller au tribunal administratif pour clarifier les choses. Avec le nouveau statut, c'est clair, c'est la France qui tient les rênes.

Roland : Je voudrais revenir sur la colonisation, sur la destruction de la langue, de la culture, de la terre, de la façon de penser. Au début, la France et l'Angleterre se sont partagées

le Pacifique: l'Angleterre s'est tournée vers la Nouvelle Zélande, les îles Cook, et la France vers la Polynésie. La religion a joué un rôle très important dans la colonisation. Au début il y avait les Protestants puis sont venus les Catholiques qui ont colonisé l'esprit des Polynésiens. Encore aujourd'hui, l'Église catholique représente un pilier du système colonial. Par exemple, ils ont divisé la terre du Polynésien pour casser ce dernier. Dans la culture polynésienne, la terre ne se vend pas, elle n'est pas propriété individuelle, elle appartient à la communauté. Elle est là pour nourrir l'homme qui prend soin d'elle. Dès son arrivée, le colon a amené le Polynésien à revendiquer des terres et à montrer son titre de propriété, ce qui a complètement cassé l'unité de la famille polynésienne. Aujourd'hui il y a des problèmes de terres dans toutes les familles. A l'époque, le tatouage, les danses étaient interdits; les lieux de culte de la religion polynésienne ont été systématiquement détruits alors qu'ils étaient importants pour les Polynésiens. Pour ce qui est de la langue et de l'éducation, on parlait à l'école de choses qui n'avaient rien à voir avec le Polynésien (La France, Napoléon...), ce qui a contribué à le déraciner de sa propre culture. Beaucoup de Polynésiens ne parlent pas le réo-ma'ohi ou le parlent très mal. Ils sont entre deux mondes, ils parlent mal le réo-ma'ohi et mal le français. Je suis certain que seule une toute petite minorité connaît son histoire, même moi je ne connais qu'une toute petite partie de l'histoire polynésienne. Aujourd'hui, ça me fait vraiment mal au cœur quand je vois comment on parle de la culture polynésienne, c'est du folklore, ce sont des clowns qu'on habille avec des tatouages sur les fesses pour amuser les touristes. Pour moi, ce n'est pas de la culture, on essaie de nous occidentaliser. Je me souviens lorsqu'on nous disait de ne pas manger trop de maïs car ça pouvait donner mal au ventre, c'est ce qu'on nous disait à l'école. C'est tout un système qui a été mis en place afin que le Polynésien abandonne sa culture; on le branche sur d'autres produits, on le prépare à une société de consommation. On disait aussi que les femmes pouvaient transmettre des maladies à

leurs bébés et on les a branchées sur le lait Nestlé, alors qu'elles allaient, puis sur le lait Guigoz. C'est jour après jour qu'on nous a tapé dessus. Aujourd'hui on a tout à faire: il faut, par exemple, revoir tout le système d'éducation. Il y a très peu de professeurs, d'avocats, de docteurs polynésiens. On a instauré un système d'éducation où le Polynésien n'arrive pas à suivre, ce n'est pas sa logique. On l'a rendu terriblement croyant, les gens passent des heures à écouter les sermons, ça les rend dociles; ça fait partie du système.

Annie : Je voudrais ajouter quelque chose à propos des terres, c'est un grand scandale. En 1842, quand la Reine Pomararé a cédé le pouvoir à la France, il y a eu un traité qui a été signé et qui disait « On ne touche pas à la terre ». La terre reste du domaine des tribunaux polynésiens, c'est un droit coutumier et le droit français ne s'appliquera jamais. Ce traité n'a jamais été respecté. L'État a pris énormément de terres qu'il a rétrocedées au Territoire lorsqu'il y a eu l'autonomie interne en 1977. L'Église a énormément de terres, mais les dons qui avaient été faits de la part des clans, ne correspondaient qu'à un droit de jouissance puisque la terre ne se vendait pas, ce n'était pas des donations. On leur a fait signer n'importe quoi. Maintenant, l'Église en arrive à revendre des terres aux héritiers. Ce traité a entraîné beaucoup de remous, on est allé jusqu'en Cour de justice, mais ce traité n'a jamais été respecté. C'est l'enfer car aujourd'hui les familles se déchirent pour un bout de terre alors qu'avant, il n'y avait pas de problème de ce genre. C'est du vol. Les aborigènes ont gagné, les Maoris de Nouvelle Zélande vont aussi gagner, les Maoris d'ici gagneront sans doute un jour.

Roland : Je ne sais pas comment trouver des solutions. Oui, en Nouvelle Zélande les Maoris ont beaucoup gagné sur la revendication foncière. J'y étais l'an dernier mais là-bas le problème est un peu différent car les terres sont vendues à des clans, des tribus. Mais ici, on ne sait pas comment vendre des terres et à qui car on a assimilé le système d'acheter, de vendre. Beaucoup de gens se battent sur le foncier. Tout le système est à revoir. Il faudra peut-être interdire toute vente de terre; revoir toutes les terres qui ont été volées (par les églises, l'État, des notaires, des juges...). Il y a des gens qui vivent bien ici. Par exemple il y a un jeune propriétaire d'îlots



autour des Tuamotu, on se demande comment il a acquis tout ça. Normalement dans la généalogie polynésienne, tout Polynésien vient de quelque part; dès la naissance, son placenta est enterré là où il est né pour montrer son attachement à la terre. On se demande comment certains sont devenus gros propriétaires. Sur les documents relatifs aux affaires de terres, on retrouve la même écriture, il y a douze signatures sous la même écriture. Les Polynésiens ne sachant pas écrire, c'était le notable du coin qui écrivait pour eux et faisait signer n'importe quoi.

Annie : A Hawaï c'est comme ici, il y a eu un génocide culturel énorme. Il y a très peu de hawaïens, ils sont presque tous métis, Chinois, japonais, Américains. Ils ont un mal fou pour récupérer leurs terres.

M.L. : Comment est conçue l'organisation politique du territoire ?

Annie : Cela date de 1984: le Haut Commissaire, c'est-à-dire le Préfet, représente l'État, et il partage le pouvoir avec le gouvernement local, chacun ayant ses compétences respectives. Sous le gouvernement de gauche, le Haut Commissaire avait un semblant d'autorité. Sous Balladur, cette institution avait repris ses prérogatives. Depuis que Chirac - le grand frère de Flosse - est au pouvoir, les ordres sont donnés de Paris à Flosse et le Haut Commissaire n'a plus qu'à exécuter ces directives parisiennes. Le Haut Commissaire demeurant tout de même juridiquement la première institution du territoire, Flosse ne peut rien exiger de lui, alors il passe par Chirac, lequel va s'empresse de donner ses ordres. C'est ce qui s'est passé durant les événements de 1995 lors de la reprise des essais nucléaires, le Haut Commissaire n'était qu'un pion. Quant aux assemblées, elles n'ont aucun pouvoir, elles sont considérées comme une salle d'enregistrement tout simplement.

On ne lève même pas la main pour le vote. Il y a une anecdote drôle à raconter: dernièrement il y avait une délibération qui devait être votée sur la possibilité d'instaurer des salles de jeux (casinos...), ce qui est d'ailleurs illégal et qui a entraîné un recours au tribunal administratif pour la faire annuler. L'opposition a demandé la création d'une commission d'attribution pour autoriser l'ouverture de casinos et que celle-ci soit aussi composée de gens non politiques. Gaston Flosse était absent ce jour-là. La majorité de l'Assemblée a voté l'approbation de cette commission. Le président de l'Assemblée n'en revenant pas, fait revoter. Tout le monde est contre les jeux. Il y a alors suspension de séance, briefing, on reprend la séance et on revote, et cette fois-ci, les gens « votent bien ». Finalement, c'est ce vote qui a été pris en compte. Tout est comme ça.

Propos recueillis par Manuel et Marie-Hélène



La Polynésie, c'est :

- 115 îles regroupées dans cinq archipels;
- 215.000 habitants en 1994, dont 70% vivent à Tahiti, île principale avec Papeete pour capitale;
- 51% de protestants, 34% de catholiques;
- deux langues: le français et le réo ma'ohi;
- un territoire d'outre-mer (TOM) doté d'un statut d'autonomie interne depuis 1984;
- une assemblée territoriale, élue au suffrage universel, choisit le président du gouvernement local;
- un haut commissaire qui représente l'État français;
- une monnaie, le franc pacifique, 1 FF = 18,18 CFP;
- pas d'impôt sur le revenu mais des impôts indirects très lourds;
- une économie sous perfusion de la part de la France ou entre les mains de grands monopoles (production surtout agricole: perles noires, monoi, thon, fruits, vanille et coprah, et touristique).

Timor oriental : un génocide aux antipodes

L'ATTRIBUTION, le 11 octobre à Oslo par le Comité Nobel, du Prix de la Paix 1996 à Carlos Filipe Ximenes Belo et José Ramos-Horta a placé pour quelques jours le Timor oriental sous les projecteurs de l'actualité servie en prime time aux ignares. Mais que valent les aspirations de 800 000 personnes au regard du gigantesque marché potentiel qu'offre la toute-puissante Indonésie, sous la coupe d'un dictateur choyé par l'Occident ?... Après « la révolution des œillets », à partir du 25 avril 1974 au Portugal, la junte militaire de Jakarta, déjà propriétaire depuis 1946 de la partie occidentale de Timor, jusqu'alors colonie néerlandaise, annexa le 7 décembre 1975 les 14 874 km² de la

zone orientale, dix jours après que le Front révolutionnaire Frétilin eut proclamé l'indépendance de celle-ci, pendant quatre siècles sous la domination des maîtres de Lisbonne. Le ministre des Affaires étrangères américain Henry Kissinger, faucon grimé en colombe (1) par la grâce du jury norvégien, conseilla au général Suharto de s'y prendre " rapidement, mais pas avec nos armes ". Le cynisme et l'hypocrisie figurent aujourd'hui comme hier ou avant-hier parmi les préceptes majeurs du vademecum diplomatique ! L'Australie, qui avait avaisé douze ans auparavant la récupération du périmètre occidental de la Nouvelle Guinée, rebaptisée Irian Jaya, par son imposant voisin du Sud-Est asiatique, souhaitait un prompt rétablissement de « l'ordre » au Timor. Le génocide, proportionnellement comparable aux atrocités perpétrées à la même époque par les Khmers rouges au Cambodge, entraîna le décès d'environ 200 000 habitants. La famine, les épidémies et la folle meurtrière des envahisseurs supplantèrent le tiers de la population... Depuis 21 ans, celle-ci vit quasi constamment dans la terreur.



12 novembre dernier, un millier, bravant les autorités, commémora le massacre d'il y a cinq ans. Même s'il ne reste plus que 190 guérilleros prêts au combat, les unités d'élite de la " Kopassus " (" barrette rouge ") s'évertuent inlassablement à localiser les militants du Frétilin planqués dans le maquis en altitude. Emilia Gusmão, dont le mari est sous les verrous depuis 20 ans, a régulièrement subi menaces et harcèlements, des hommes en uniforme passèrent plusieurs fois son domicile au peigne fin. Viols et abus sexuels contre des Timoraises, souvent sous les yeux de leurs proches, constituent un des moyens d'intimidation parmi les plus ignoblement efficaces. Des gynécologues pratiquèrent des stérilisations de force, des femmes se virent contraintes de participer à des programmes officiels de planning familial. L'exécutif a vivement encouragé ces dernières années des Javanais, des Sumatrais et des Célébiens à s'installer au Timor, facilitant leur intégration de même que l'accès à un job, alors que 70 % des lycéens et étudiants indigènes ne trouvent pas d'emploi à l'issue de leurs études. 100 000 " transmigraants " y stabilisent ainsi l'omniprésence indonésienne. Les occupants " nous traitent en esclaves...Le pire fléau, c'est l'armée qui jouit de privilèges qui la conduisent à d'incroyables abus de pouvoir ", estime monseigneur Belo (3), depuis 1988 évêque de Dili. Alors que l'Indonésie, avec ses 200,596 millions au quatrième rang mondial

Rattachement à la schlague

L'armée bombardait les villages au napalm, une méthode destructrice très prisée dans la décennie 70. De nombreux montagnards furent déportés vers les forêts de man-

de par la population, apparaît comme le plus grand Etat islamique, les Mélanésiens et les métis du Timor oriental sont majoritairement catholiques. Le général Suharto, à la tête de la République depuis le 27 mars 1968, a inauguré le 15 octobre 1996 une statue du Christ haute de 27 mètres surplombant la baie de Dili. Chiffre perversément symbolique : 27 marches y mènent ; le 17 juillet 1976, l'archipel dont la superficie atteint 3,7 fois celle de la France compte une 27^{ème} province. De par certaines similitudes liées à l'or noir, le conflit dans le Golfe perse (août 1990 - février 1991) avait relancé le débat autour du Timor-Est, en particulier en Australie, premier pays à approuver le rattachement à la schlague de

l'ancienne dépendance lusophone, afin de négocier avec l'Indonésie le tracé des frontières maritimes, préalable à l'exploitation des énormes gisements pétroliers du sous-sol océanique. Les deux protagonistes ne signèrent qu'en décembre 1989 le traité fixant les prérogatives de chacun. Mis sur la sellette, Gareth Evans, ministre des Affaires étrangères (travailliste), déclara dans les colonnes du *Senate Daily Hansard* du 1er

novembre 1989 : " Il n'y a aucune obligation légale à ne pas reconnaître l'acquisition d'un territoire par la force... " Fermez le ban ! L'O.N.U. n'a évidemment jamais assorti de sanctions sa pieuse condamnation verbale de cette violation du droit international, entérinant ici comme ailleurs " un cas de prédatation " (4) caractérisé. Depuis le 1er janvier 1995, cet " outlaw " siège même pour deux ans au Conseil de sécurité à New-York...

Haute surveillance

José Ramos-Horta trouva refuge fin 1975 dans la patrie des kangourous. Le porte-parole du Conseil national de la résistance, exilé à Darwin, a largement contribué à l'élaboration d'un plan en trois phases prévoyant un arrangement entre l'Indonésie et le Portugal, juridiquement toujours administrateur du Timor oriental : cessez-le-feu, démilitarisation, restauration de tous les droits civiques ; autonomie progressive sur cinq ans, organisation d'un référendum portant sur la souveraineté. Le despote n'a jamais répondu à ces propositions adressées en mars 1994. Le C.N.R.M. fédère divers mouvements indépendantistes. Des velléités sécessionnistes agitent également l'île d'Irian Jaya. La clique galonnée réprime impitoyablement toute opposition et ne tolère, en sus du Golongan Karya (au sein duquel les officiers occupent une part prépondérante), que le Parti unité développement, une coalition

musulmane réactionnaire, et le Parti démocratique indonésien, nationaliste chrétien. Le 20 juin 1996, les autorités évincèrent Megawati Sukarnoputri, la dirigeante du P.D.I. ; dans les sphères étatiques, on redoutait qu'elle se rapprochât d'Abdurrahman Wahid, le chef du Nahdatul Ulama (Renaissance des Oulemas), qui comprend trente millions d'affiliés. La fille de l'ex-président Achmed Sukarno, davantage dans le cousinage de la Pakistanaise Benazir Bhutto, destituée de son poste de premier ministre le 5 novembre, que dans la lignée de la dissidente birmane Aung San Suu Kyi, prétend à un destin national...

Le 27 juillet dernier, 800 individus assiégèrent les bureaux du P.D.I. Les affrontements provoquèrent le trépas de 5 personnes ; 149 blessés et 23 disparus en complètent le tragique bilan. Des partisans de Soerjadi, que le gouvernement hissa à la tête de la formation, menèrent cette exaction. Des émeutiers, excédés par l'opération téléguidée d'en haut, incendièrent des banques, des magasins, des ministères. Le 30 juillet, le commandant Sutiyoso ordonna que dorénavant les troupes de coercition tirent sur tout trouble. Le régime accusa le Parti démocratique populaire d'avoir fomenté ces excès. Il s'agirait d'une résurgence du Parti communiste, interdit en 1966. Le 30 septembre 1965, Suharto, ministre de la Guerre, avait étouffé le coup d'Etat projeté par des gradés trois étoiles liés au P.C.I. (5), écarta Sukarno, le numéro un depuis l'indépendance du pays en date du 17 août 1945, et s'empara du pouvoir. 34 militants du P.D.P. risquent une condamnation en vertu du décret antisubversion, lequel autorise un internement sans procédure judiciaire préalable. Ceux qui en sont frappés risquent même le châtimeur suprême. Les journalistes exercent leur profession sous

haute surveillance. Ainsi, le 27 octobre, la police a fouillé l'imprimerie de la revue *Suara Independen*, confisqué 5 000 exemplaires et arrêté deux collaborateurs. Elle avait notamment rendu compte de la pharaonique fortune amassée par le clan Suharto. En août, des inconnus frappèrent à mort Fuad Muhammad Syafruddin, qui avait couvert des affaires " sensibles "...

Bonn entretient des relations privilégiées avec Jakarta. Helmut Kohl accompagné d'un aéropage d'entrepreneurs, s'arrêta quatre jours dans le paradis touristique lors de son récent périple asiatique. Il pécha en compagnie de son " ami " le dictateur et signa plusieurs contrats mirobolants. Que des agences d'évaluation de risques classent le pays dans le peloton de tête au niveau de la corruption ne le gêne pas plus que les autres partenaire de l'Indonésie. Monseigneur Belo lui infligea un camouflet : ce non-violent intrinsèque ne daigna pas rencontrer le chancelier qui n'avait manifesté qu'en dernière minute son désir de tailler une bavette avec lui le 28 octobre.

Mais, avertit le renommé écrivain Pramodya Ananta Toer, longtemps incarcéré sur Buru, " la poudre est partout. Elle peut flamber à tout instant. Reste à savoir qui jettera l'allumette... " (6). Le volcan Merapi, à 30 kilomètres de la capitale, crache sa lave...

René HAMM

- (1) Prix Nobel de la Paix en 1973, avec le Vietnamien du Nord Le Duc Tho.
- (2) Jürgen Kreymb dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* du 21 octobre.
- (3) Edition du 14 octobre.
- (4) Raoul Boullard dans *Le Monde libertaire* du 14 mars 1991.
- (5) Cf. L'année de tous les dangers, le long métrage fictionnel de Peter Weir (1982) avec Mel Gibson et Sigourney Weaver.
- (6) Die Tageszeitung du 28 octobre.

A LA PETITE SEMAINE

Qu'ils crèvent les artistes !

Je me souviens d'une époque lointaine, avant que des artistes corrompus ne se croient autorisés à filmer, peindre, chanter ou écrire ce que bon leur semble, où j'étais un homme sain de corps et d'esprit dans un monde sans problème.

C'est entendant *Petite*, de Léo Ferré, que je suis devenu pédophile, alors que rien ne m'y prédisposait ; c'est en voyant *Orange Mécanique* que je suis devenu violent, alors que rien ne m'y prédisposait ; c'est en lisant Céline, Guinry et Jean Giono que je suis devenu collabo, alors que rien ne m'y prédisposait ; c'est en voyant *L'Origine du monde*, de Courbet, que je me suis abonné à des gazettes porno, et à la vue du *Djeuneur sur l'herbe*, de Manet, que m'est venu le goût des partouzes, alors que rien ne m'y prédisposait ; c'est après la projection de *La Chinoise*, de Godard, que je suis devenu prochinois, après *Mourir à Madrid*, de Rossif, que je suis devenu stalinien, et en lisant d'une main une biographie de Beethoven que je suis devenu sourd. Enfin, c'est à l'écoute de la chanson *Police*, du groupe NTM, que m'est venu l'envie, alors que rien ne m'y prédisposait, de balancer des pavés sur la gueule des flics, envers qui j'éprouvais jusque-là la plus extrême considération pour leur dur labeur au service des citoyens et du respect scrupuleux de la liberté, de l'égalité, etc.

Maintenant que des CSA et des magistrats choisissent pour moi, les dangers se sont écartés. Dans un environnement aseptisé, politiquement correct et moralement ordonné, j'écoute Jean Ferrat, Yves Duteil et France-Infos ; je regarde *Les Grosses Têtes* et le journal télévisé ; le cinéma de Lelouch et Claude Berri me suffit. La vie est simple et tranquille. Tout va bien. A part cette impression de devenir très con, alors que rien ne m'y prédisposait.

Floréal

Avorter

En montant l'escalier, on vous demande : « c'est pour Avorter ? » car une autre pièce se joue dans une autre salle. Vous êtes déjà dans le bain.

Il est une intégriste pour qui c'est un fait scientifique que l'enfant avant la naissance est un être vivant, humain, comme vous, et que l'avortement est un holocauste.

Il est une femme qui ne veut pas d'enfant : Il y a tellement de femmes qui font des enfants, pourquoi moi ?

Il est un curé qui ne supporte pas plus la mort d'une femme par avortement bâclé que l'avortement et qui n'est pas d'accord avec tous ceux qui veulent repénaliser l'avortement.

Il est une vierge qui fait partie d'un mouvement religieux et qui veut se prémunir de l'immoralité du sexe et du sida par l'abstinence.

Il est un homme qui a entendu sa mère lui dire « Si j'avais su, je me serais fait avorter » et pour qui ce fut une libération.

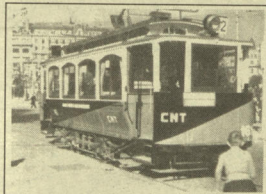
Il est une femme qui aime les hommes et qui pour le moment préfère s'amuser avec le sexe d'un homme dans son ventre plutôt que d'avoir un bébé.

Il est six personnages qui examinent la question de l'avortement, l'ambivalence de la maternité et de l'interruption volontaire de grossesse, le droit d'y recourir permettant le choix pour les femmes mais aussi les menaces idéologiques, le développement de l'intégrisme et la remontée de l'ordre moral, et l'insuffisance de moyens accordés à ce droit.

Il est une pièce de théâtre intitulée *Avorter* qui réussit le pari durant plus d'une heure d'interroger et faire réfléchir de manière drôle et légère tout en plongeant au profond de la déresse trop souvent solitaire des femmes. Pari tenu, pari gagné : on ne s'ennuie pas et on rigole même si on souhaiterait voir aborder la dimension collective du mouvement des femmes qui a arraché ce droit dans les années soixante-dix et celle tout aussi collective du mouvement actuel qui cherche à préserver ce droit et à l'étendre. Car face aux opposants anti-IVG, les défenseurs des droits des femmes sont là.

Philippe Person et sa troupe vous attendent jusqu'au 12 décembre au Théâtre du Lucernaire (Paris) à 21 h 30 puis ils partiront en tournée.

Hélène Hernandez



exposition
de Photos extraites de
Durruti 1896-1936
à la librairie du Monde libertaire
jusqu'au 30 novembre

Benoît Broutchoux

Vous connaissez la BD, voici la pièce de théâtre,
à partir du 21 novembre

Théâtre des nuits blanches,
30, rue Brûle-maison à Lille

Librairie du Monde libertaire

samedi 22 à 19 h 30

Forum avec l'OIP

Observatoire international des prisons
pour la parution du
« Guide du prisonnier »

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

vendredi 22 à 13h30 :

Pensées à débattre reçoit Annie Ratouis
à propos de « Quelques idées reçues sur l'exclusion ».

lundi 25 à 16 heures :

Les chroniques de l'ozone reçoit Michel Ragon
pour son livre « Du côté de l'art brut ».

jeudi 28 à 20 h 30 :

Microclimat reçoit Catherine Rouhling
à propos de « L'écologie urbaine ».

CINÉMA

Microcosmos, le peuple de l'herbe

de Claude Nuridsany et Marie Pérennou

TRAVELLING au-dessus des nuages, survol d'une forêt, puis atterrissage dans l'herbe après une plongée vertigineuse. Une prairie, quelque part sur la terre. Dans l'Aveyron. « Le temps s'y écoule autrement. Une heure pour un jour, un jour pour une saison, une saison pour une vie. » 77 minutes d'une inoubliable « aventure à l'échelle d'un centimètre, où le sablier du temps lui-même s'accélère ».

Les gouttes de rosée, grosses comme des ballons, se résorbent avec la montée du soleil. Nous voyons les coquelicots tels que l'abeille les observe avec ses yeux à facettes avant de butiner les sauges. Une coccinelle à sept points, qui dévore des pucerons autour d'une brindille, se fait éjecter par une fourmi-bergère. Sur un lit de mousse, deux escargots de Bourgogne s'enlacent. Le flirt en très gros plan des hermaphrodites provoque une fascination mêlée de gêne ; l'expression de Woody Allen « échange de fluides » prend ici tout son sens. Embusquée sur sa toile, l'araignée Argiope emprisonne un criquet dans une meurtrière étoile de soie. A midi, les bourdonnements, ressemblant à s'y méprendre au vrombissement des voitures de FI, sont à leur paroxysme... Le scarabée sacré roule sa boule de crotin qui se fiche dans une aiguille de sapin. Au prix d'un énorme effort, le bousier parvient à désencastrer l'aliment de son déjeuner. Les fourmis sont des proies faciles pour le bec acéré du faisan ; les deux metteurs en scène ont choisi d'adopter le point de vue des victimes impuissantes. Les pérégrinations, en caméra subjective, d'une libellule

Agriion jouvencelle à quelques centimètres au-dessus de la mare, la rarissime araignée subaquatique Argyronète, qui construit son huis avec une bulle d'air, le ballet des notonectes, nautiques autos-tamponneuses, la métamorphose du Cousin, boule jaune émergente des flots, le matin naissant sur la campagne embrumée... se gravent également dans notre mémoire, laquelle emmagasine les séquences dans leurs moindres détails. L'absence de commentaires off, hormis la brève présentation prononcée par Jacques Perrin, le producteur de l'opus, mobilise autant notre capacité d'enchantement que notre fantaisie. La musique de Bruno Coulais « baigne la narration ». Nous assistons aux prodiges qui se déroulent au ras du sol, partageant tout à tour les effrois, les cocasseries et les promesses d'un univers étranger si proche. Quel « bienfait de pouvoir partir soi-même à la découverte, à une époque où de tous côtés on nous dupe avec de pseudo-vérités... » (1). *Microcosmos*, d'une esthétique exceptionnelle, se distingue des documentaires animaliers usuels : « Nous avons voulu réhabiliter les insectes, généralement perçus comme des créatures aux moeurs bizarres et brutales. Nous ne voulions pas qu'ils soient des objets d'étude... Nous avons élaboré un véritable calendrier des comportements... », précisent Marie Pérennou et Claude Nuridsany, biologistes de formation partageant depuis plus de vingt ans une passion commune pour les phénomènes vivants. Les deux complices ont aménagé un « studio des champs » pour y reconstruire en cas de besoin

l'espace naturel concerné. Ils ont utilisé un appareil d'enregistrement informatisé télécommandé unique au monde, afin que l'Arriflex 35 mm puisse capter, grâce à des filtres anti-caloriques, le plus minuscule des diptères. 15 ans de recherches et d'observations, trois ans et demi entre le tournage et le montage final, 80 kilomètres de pellicule... pour cette merveille à juste titre bardée de maints lauriers : après le grand Prix de la Commission supérieure technique à Cannes en mai 1996, celui du public à Locarno en août, elle a été couronnée meilleur film de nature, le 20 octobre à Fribourg-en-Brigau, à la clôture du 13^e Festival international du film écologique (2). Dans Première de décembre, déjà disponible, Jacques Perrin révèle que *Microcosmos* (3) a coûté 25 millions. Sans parler du cachet versé au Grand Paon de nuit, aux Lucanes cerf-volants, au Bombyle et à leurs collègues...

Le SIRPA et la base de Nîmes sont crédités au générique. Quand l'armée organise des fantassins « en terrain libre », la soldatesque n'a cure de la faune et de la flore écrasées sous les chenilles des tanks ou les godillots des fantassins en mal de « Kriegsspiele ». En 1998, ouvrira à Saint-Léons, le village natal de l'entomologiste Jean-Henri Fabre, au coeur du Lézouze entre Rodez et Millau, le centre « Micropolis », conçu comme « un extraordinaire passerelle entre notre univers et celui des insectes ».

René Hamm

(1) Dietrich Kuhlbrodt dans le quotidien *Frankfurter Rundschau* de 1^{er} novembre.
(2) *Le Monde libertaire* du 14 novembre.
(3) Existe aussi en livre, aux éditions de La Martinière - octobre 1996.



Nique la justice

« Notre liberté s'arrête là où commence l'Etat. »

Quand le vernis démocratique craque, la justice montre son vrai visage : celui d'un instrument au service de l'Etat. Aujourd'hui la montée de ce que l'on appelle pudiquement « le malaise des banlieues », c'est-à-dire la révolte de ceux pour qui le capitalisme n'a aucun avenir à proposer, fait tellement peur à notre classe dirigeante qu'elle ressort des mesures de rétorsion sans précédent depuis Napoléon III. A l'époque, Béranger était incarcéré pour outrage au pouvoir, aujourd'hui c'est NTM qui est condamné pour s'en être pris à ses chiens de garde.

Quand dans le même temps le Premier ministre interdit une soirée de soutien aux sans-papiers dans une salle parisienne, c'est encore un aveu de faiblesse d'un système qui n'a plus les capacités d'intégrer ses victimes au consensus ambiant sur le « meilleur des mondes ». Et la baton remplace la carotte...

Quand toute la classe politique, de gauche comme de droite, focalise sur l'épouvantail Front national, alors que ses pratiques sont déjà largement au pouvoir, ils se font ses meilleurs alliés, consciemment ou non.

Face à des gardiens d'un ordre fondamentalement inégalitaire qui ne veulent pas réaliser qu'à faire un boulot dégueulasse on se fait haïr, face à une justice qui fleure bon Vichy, face à un pouvoir qui pue la peur de perdre son trône, il devient urgent de se mobiliser et de crier sa solidarité avec les victimes de la répression étatique.

Fédération anarchiste

Zap zapatiste à l'Odéon

DEPUIS UNE SEMAINE, deux délégués du Comité clandestin révolutionnaire indigène sont présents dans notre bonne vieille ville de Paris pour témoigner de la situation au Chiapas. Seulement voilà, leur planning a été confié à trois éminents représentants de l'intelligentsia post-soixantuaire qui s'est précipitée au Mexique cet été pour se faire photographier au milieu des indigènes encagoulés. Résultat, nos deux vaillants zapatistes se baladent de salon en salon, du PCF à SUD, rencontrant force bureaucrates et gauchistes d'antichambre ministérielle. Et lundi 11 novembre, c'était la grand-messe à l'Odéon pour tout le gratin de la gauche : Danielle Mitterrand, Régis Debray, j'en passe et des meilleurs. Malheureusement pour ces braves gens, la soirée fut vite gâchée par l'intrusion de 40 personnes peu recommandables : sans-papiers d'un peu partout, militants du Comité Chiapas furieux d'avoir été doublés et, plus généralement, d'individus fermement décidés à montrer qu'il y avait bien un mouvement social en France, loin des salons feutrés. Le directeur de la salle, en sa qualité d'homme généreux et responsable, flippant pour son théâtre, s'improvise alors médiateur, appelant tout le monde à être raisonnable, à s'asseoir quelque part pour que nous puissions écouter les uns et les

autres, représentants zapatistes et représentants des sans-papiers du Faubourg-Poissonnière, du troisième collectif, de Lille et d'ailleurs. Hurlement dans la salle de ceux qui sont venus pour avoir uniquement de l'exotisme, qu'ils ne veulent entendre que les vaillants guérilleros de l'EZLN. Après tout, la détresse d'ici on connaît déjà, on la voit tous les jours à TF1. Et puis, la misère c'est peut-être contagieuse...

Deuxième déception de cette soirée décidément funeste, les zapatistes prennent alors fermement position pour les intrus : « Nous, les Indiens, qui avons toujours souffert de l'exclusion et de l'impossibilité de nous exprimer, nous ne cautionnerons pas une attitude similaire maintenant vis-à-vis de ceux qui luttent ici. Nous ne parlerons pas s'ils ne peuvent pas s'exprimer aujourd'hui. » Les mécontents, écœurés par tant d'adversité, quittent alors les lieux, et la discussion peut alors véritablement s'engager dans la salle.

Entre-temps, les Compagnies Répressives Sanguinaires ont bien entendu encerclé le théâtre, avec force matériel spécialisé, comme une cabine élévatrice pour donner l'assaut par les fenêtres de l'étage. Le directeur, décidément homme de la situation, joue une fois de plus l'intermédiaire entre les défenseurs de l'ordre républicain, et les occupants qui voient déjà gros comme

une maison une deuxième opération style Saint-Bernard quand toute la jet society de la révolte aura vidé les lieux. Il rassure les uns et les autres, tout se passera bien, tout le monde pourra partir tranquillement quand la soirée sera terminée, à 22 heures. Ce qui est effectivement le cas, après un face à face relativement calme avec les flics, mais un peu plus tendu avec le personnel du théâtre, qui se sent agressé dans son lieu de travail et dans sa fonction d'accueil du public. C'est vrai que les gauchistes n'ont jamais été très forts pour la diplomatie... « Faut pas en vouloir à mes potes, ils ont pas eu d'éducation », pour reprendre un chanteur invité à cette petite sauterie.

Alors quel bilan tirer de cette soirée ? D'abord une discussion manifestement intéressante, tant pour les zapatistes que pour les intrus, bien que je n'y ai pas assisté de bout en bout. Ensuite, il me semble important d'empêcher que l'on nous confisque la parole, chaque fois que c'est possible : la mouvement social, c'est nous, pas les énarques de gauche. Là-dessus, objectif atteint totalement. Et puis, quelles que soient les réserves que l'on puisse émettre sur ce qui est en train de se passer au Chiapas, la tête du gratin contestataire lorsque nous avons débarqué au milieu d'eux valait largement le coup d'être venu.

Guillaume
groupe Louise Michel

Nice laboratoire de la droite extrême

JACQUES PEYRAT, maire de Nice, a convoqué un référendum sur la mendicité pour le dimanche 24 novembre. A l'exemple d'autres édiles, par un arrêté municipal du 5 juin 1996, il avait interdit certaines parties de la ville à une population trop allergène à son goût. Jouant sur la fibre sécuritaire particulièrement sensible de ses concitoyens, qui lui a déjà ouvert les portes de la mairie, Jacques Peyrat cherche dans ce référendum un plébiscite à la politique toute de démagogie qu'il a entreprise depuis le mois de

juin 1995. Il se pose aujourd'hui en donneur de leçon de « démocratie directe » alors que cet ancien parachutiste, ex-ténor du Front national, et actuel membre de la majorité présidentielle trahi par son discours le poujadisme dans lequel il a toujours baigné.

La lecture du courrier aux relents nauséux, que Jacques Peyrat a adressé aux Niçois ne laisse aucun doute. Il y parle de « nouvelle mendicité » et de mendicants professionnels, parfois organisés en bande et qui, par la pression morale ou la violence physique, exigent de ceux de nos concitoyens qu'ils abordent, « le salaire de leur incivisme et de leur inactivité ». Par cette rhétorique écœurante, le maire de Nice fait le lit du fascisme. D'ailleurs, le « Projet d'arrêté de réglementation de la mendicité » porte bien mal son nom, puisque la mendicité n'est pas la seule visée. En le lisant de près, nous nous apercevons que l'article 2 touche « la consommation d'alcool sur la voie publique », et que les articles 4 et 5 concernent « les agissements et regroupements ayant pour conséquence de nuire au maintien du bon ordre ». Ainsi, à Nice, tout rassemblement de citoyens dans le centre ville tombe sous le coup de la loi municipale. Ce genre d'arrêté rappelle les lois qu'avaient édictées l'État français aux plus sombres heures de l'occupation.

En appelant au boycott de ce référendum, le groupe de Nice de la Fédération anarchiste tient également à se démarquer des politiciens de gauche et des éternels naïfs que nous retrouvons dans leur sillage. Nous n'oublions pas que la première municipalité à avoir interdit la mendicité dans ses rues est La Rochelle, aux mains du parti radical, alors que le maire communiste de Béziers a rejoint l'été dernier la meute de ceux qui prennent comme boucs émissaires les plus démunis de notre société. Nous en appelons au boycott car toute participation à un tel scrutin entaché de populisme est pour nous une atteinte aux principes les plus élémentaires de la liberté individuelle. Ce n'est pas en s'attaquant aux pauvres que l'on réglera le chômage et l'exclusion. Pour en finir avec la misère, commençons par en finir avec le capitalisme et l'État.

Groupe de Nice de la Fédération anarchiste

Manifestation pacifiste à Gentioux

Comme tous les ans, le monument aux morts pacifistes de Gentioux rassemble des personnes œuvrant pour le pacifisme, l'antimilitarisme et le changement sociétaire. C'est de plus en plus nombreux que tous les 11 novembre (cette année plus de deux cents personnes) se réunissent des gens convaincus de l'absurdité des guerres et dénonçant, chacun à sa manière, ses causes et ses effets. La Libre Pensée, le Mouvement pour la paix, la Fédération anarchiste se sont attachés, chacun son tour, à dénoncer principalement le capitalisme comme cause fondamentale des conflits modernes.

Plus particulièrement, la Fédération anarchiste insiste sur la notion de « guerre humanitaire » justifiant bien des conflits actuels. Elle dénonce également fortement la militarisation de la société civile par les États et la lobotomisation des esprits par un ordre moral de plus en plus omniprésent et niveleur à l'échelle planétaire.

Rendez-vous est pris pour l'an prochain à la même date afin d'affirmer une fois de plus l'horreur d'un système n'engendrant que misères et violences pour le plus grand nombre. A moins que la nécessaire révolution sociale soit devenue effective d'ici là...

Alayn Dropsy (FA Creuse)

Une journée pour la révolution sociale

Samedi 9 novembre s'est tenue au CCO de Villeurbanne la quatrième édition des journées libertaires organisées par l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste (URRAFA).

Après trois ans d'absence, réorganiser ces journées avait pour nous une réelle importance. Dans le contexte social actuel, marqué par la recomposition du mouvement social, la recherche d'un projet social et de pratiques de luttes par tous ceux qui subissent la mondialisation du capitalisme, l'enjeu était de présenter l'anarchisme et plus spécifiquement la FA comme alternative politique et sociale crédible, capable de peser sur le cours des événements.

Pari tenté, pari réussi puisque près de 400 personnes sont venues nous rendre visite sur l'ensemble de la journée, qui fut riche en rencontres, débats et échanges. D'un côté, une grande salle favorisait les rapports informels et conviviaux autour d'expositions, de la buvette et de nombreuses tables de presse (la Plume noire, CIRA de Lausanne, ACL, RIRE, On a faim, CIRC, CNT...). D'un autre côté, dans des salles avoisinantes se sont tenus de nombreux débats, tout au long de la journée sur des sujets des plus variés permettant de découvrir la pluralité des interventions et propositions anarchistes.

Signalons que pour le débat sur les luttes sociales en Europe, un camarade avait le déplacement d'Allemagne ainsi que deux camarades de la FA italienne afin de nous parler de la situation dans leur pays et faire acte de la solidarité internationale. Enfin, les tables rondes ont permis, autour de plusieurs thèmes (salarial, chômage, luttes des sans-papiers, contraception-IVG, services publics), de mettre en rapport différents acteurs des luttes sociales (syndicats, associations, collectifs) afin de voir comment nous coordonner, chacun avec sa spécificité dans les luttes actuelles.

Cette journée fut donc pour nous une véritable réussite. Elle nous a permis de rassembler dans un cadre nettement politique la plupart de nos sympathisants. Cela a permis d'entériner tout le travail que nous faisons depuis plusieurs années sur la région en terme de diffusion d'idées et de pratiques. Travail et échos qui se sont amplifiés depuis le mouvement de novembre-décembre 95 et la mise en place de nos feuilles de réseaux mensuelles. Cette journée aura permis de solidifier ce travail et cristalliser autour de notre action de nouvelles personnes.

David. - groupe Durruti, Lyon

A G E N D A

vendredi 22 novembre

SAINT-NAZAIRE : Projection débat organisée par Front libertaire : **Durruti le peuple en armes** à l'occasion du soixantième anniversaire de sa mort. Maison du peuple à 20h30, entrée libre.

LE MANS : Le groupe « La Sociale » de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur **L'anarchisme aujourd'hui** à 20h30 à la Maison des associations, 4, rue d'Arcole, salle 23 (3e étage).

samedi 23 novembre

LYON : Débat à 15 heures à la **librairie La Gryffe** (5, rue S. Gryffe) avec Jean-Pierre Duteuil, éditeur de **Enseignement de la Révolution espagnole**. Le débat sera précédé d'une vidéo de 50 mn.

CHELLES : Le groupe Sacco et Vanzetti organise une réunion-débat avec projection de la vidéo **Moruroa, le grand secret** en présence de Roland Oldham, syndicaliste polynésien. 1 bis, rue Emilie à 20h30.

ROUEN : Le groupe de la Fédération anarchiste les **septièmes journées de l'édition libertaire** à la Halle aux Toiles de 14 à 18 heures : stands, débats, vidéo, expo.

dimanche 24 novembre

ROUEN : Journées de l'édition toujours, et réunion publique : **les luttes des femmes aujourd'hui** à la Halle aux Toiles à 15 heures.

vendredi 29 novembre

NANTERRE : L'Athénée libertaire organise une réunion publique avec Alexandre Todo i Tejero, auteur du livre « **La culture populaire en Catalogne** » à 20h30, salle du parc des anciennes mairies.

PARIS : Le groupe Louise Michel de la FA organise une soirée débat sur **les systèmes d'échanges locaux (SEL)**, avec la participation du SEL de Paris, au local La rue, 10, rue Robert Planquette 18^e à 20h30.

BESANÇON : Le groupe Proudhon de la FA organise une rencontre avec Charlie Bauer (cf. page 2) avec projection d'une vidéo intitulée « **censures** » à 20h30 au Cercle Suisse, rue de Lacoré.

samedi 30 novembre

PARIS : **Manifestation nationale de soutien aux sans-papiers**. Rendez-vous à 14h30 place de la République.

LYON : **L'Union locale de la Fédération anarchiste** appelle à une manifestation de soutien aux sans-papiers à 15 heures place Bellecour.

ANGOULÈME : **L'Observatoire international des prisons (OIP)** organise une conférence débat sur le thème : **Quels droits pour les détenus ?** au premier étage de la librairie Entrelignes à 17 heures.